
Revue d'Alsace

Revue d'Alsace

134 | 2008
Varia

Fuchs (Julien), Toujours prêts ! Scoutisme et mouvements de jeunesse en Alsace 1918-1970

431 p., éd. La Nuée Bleue, Strasbourg, 2007

Francis Rapp



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/638>

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 488-491

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Francis Rapp, « Fuchs (Julien), Toujours prêts ! Scoutisme et mouvements de jeunesse en Alsace 1918-1970 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/638>

Tous droits réservés

recherche. Il appartenait tout naturellement à Marcel Thomann, président d'honneur de la Fédération des Sociétés d'histoire d'Alsace, au nom de la sociabilité historique, de rendre hommage au « laboureur-universitaire » du Kochersberg pour avoir dégagé et fertilisé le terrain de cette entité multiforme qu'on appelle « paysannerie ». L'ouvrage se termine par la bibliographie exhaustive de Jean-Michel Boehler, entre 1968 et 2007.

Jean-Marie Quelqueger

FUCHS (Julien), *Toujours prêts ! Scoutisme et mouvements de jeunesse en Alsace 1918-1970*, 431 p., éd. La Nuée Bleue, Strasbourg 2007.

C'est un beau sujet que Monsieur Fuchs a choisi de traiter. Un grand sujet, trop grand peut-être. En tout cas la matière en est riche et complexe. Les mouvements de jeunesse sont aussi divers que nombreux, ne serait-ce qu'en raison des options religieuses ou, au contraire, a-religieuses de leurs inspirateurs et de leurs animateurs. Ils sont aussi, par la force des choses, changeants parce que la société qu'ils se proposent de transformer ou dans laquelle ils veulent insérer leurs membres n'est pas restée figée pendant le bon demi-siècle qui sert de cadre chronologique à cette étude. Quant à son cadre géographique, l'Alsace, le destin en a rudement bouleversé le contenu, l'intégrant tantôt au monde germanique, tantôt à la France « de l'intérieur » ; rien n'y est donc parfaitement simple, rien n'y est tout à fait comme ailleurs. Pour appréhender des réalités aussi diverses et les pénétrer, l'historien a disposé en l'occurrence de sources relativement abondantes, certes, mais dispersées et disparates. Il a pu compléter ce que lui ont appris les documents écrits par le témoignage des acteurs qu'il lui a été donné de retrouver et d'interviewer. Il était grand temps car pour la plupart ces personnes ont atteint le grand âge. Elles sont déjà trop isolées pour qu'à partir du point de vue occupé par chacune d'elles l'ensemble du puzzle puisse être reconstitué. Dans ces conditions, il était pratiquement impossible de satisfaire au commandement d'exhaustivité que Clio prescrit à ses disciples. Nous ne reprocherons donc pas à l'auteur d'y avoir manqué. Courageusement, il s'est enfoncé dans le maquis des questions et des problèmes et ce qu'il a rapporté de son expédition est consigné dans un livre important qui mérite d'être lu attentivement.

Suivons le plan chronologique de l'ouvrage qu'il nous incombe de présenter. L'exposé remonte au-delà de 1918 car, à juste titre, l'auteur a pensé qu'il devait inclure dans son étude « le terreau associatif hérité du *Reichsland* ». Dès avant la Première Guerre les Églises avaient compris qu'il était urgent de compléter la catéchèse des enfants et d'attirer les jeunes gens dans des cercles paroissiaux afin de contrer les effets d'une ambiance de plus en plus indifférente, voire hostile à la religion. Après la fin du conflit, le problème était toujours aussi préoccupant. Les formes d'action se multiplièrent en se diversifiant. Entre les deux confessions chrétiennes, l'émulation s'avéra stimulante et la communauté juive, confrontée aux mêmes défis, recourut aux mêmes moyens pour les relever. Les initiatives prises par les milieux laïcs, soucieux de ne pas être distancés par les Églises, furent moins fructueuses. Au total, au début des années trente du XX^e siècle, une gamme déjà large d'institutions avait été créée

et proposait à des jeunes gens nombreux ainsi qu'à des jeunes filles en nombre moins élevé des activités faites pour faciliter leur insertion dans la société moderne sans que fût mis en péril leur attachement à leurs convictions.

Au cours des quelque dix ans qui précédèrent le second conflit mondial, le scoutisme, qui, né en 1907, n'avait poussé que de courtes racines en Alsace à l'époque du *Reichsland*, connut un développement considérable. Il avait en commun avec les sociétés de gymnastique qui s'étaient greffées sur les cercles paroissiaux dès les années 1880-1890 la volonté de réagir contre les effets d'une civilisation industrielle trop éloignée de la nature. À la culture physique, il ajoutait une pédagogie où les activités en plein air formaient le caractère et le sens des responsabilités. D'abord peu favorable à ce mode d'éducation inventé par un protestant, l'évêché en encouragea la version catholique afin d'éviter que sa propre jeunesse subît l'emprise des Unionistes. L'éventail des institutions s'ouvrit davantage encore lorsque l'Action catholique décida de gagner les jeunes des différents secteurs de la société et que naquirent la JOC, la JAC et la JEC. Par delà les limites confessionnelles, enfin, l'État estima qu'il avait le devoir de s'intéresser à la jeunesse lui aussi. La République fit de l'éducation une tâche nationale et le Front Populaire chargea Léo Lagrange, le « ministre des auberges », de veiller à tout ce qui contribuait à l'épanouissement des jeunes. Ainsi se manifestait pour la première fois, à côté des Églises et de la communauté israélite, un troisième chef d'orchestre : le pouvoir politique. Son rôle ne devait pas cesser de grandir. Outre Rhin, il avait déjà conquis la maîtrise absolue des institutions éducatives. Si des autonomistes n'étaient pas insensibles aux redoutables attraits du nazisme, les Églises en discernaient le venin mais c'était surtout la communauté juive qui en dénonçait clairement les méfaits.

En 1940, une fois de plus, l'Alsace éprouva la rigueur d'un destin singulier. Alors que l'armistice ne l'y autorisait aucunement, l'Allemagne incorpora le *Reichsland* d'autrefois et résolut d'en faire un modèle de pays nazi. La germanisation fut menée tambour battant. Le 16 août 1940 tous les mouvements de jeunesse furent dissous et le 2 janvier 1942 l'appartenance à la *Hitlerjugend* déclarée obligatoire. Mais l'acquis de deux décennies n'était détruit qu'en apparence. De nombreux groupes reprirent clandestinement leurs activités. Non contents de faire en secret ce que naguère ils avaient fait ouvertement, ils s'engagèrent dans la résistance à l'occupant. Ne citons que la Main Noire de M. Weinum et les Pur-Sang de L. Welschinger. Le jeu qui les avait préparés à l'action les conduisit à l'héroïsme que nombre d'entre eux durent payer cher. Tous les Alsaciens n'étaient pas en Alsace; ceux qui avaient refusé de rentrer dans une province annexée de fait furent rejoints par ceux qui s'en étaient échappés au péril de leur vie. Eux aussi, parce qu'ils entendaient bien un jour revenir chez eux libres et vainqueurs, prirent part à la lutte contre les Allemands. La Brigade d'Alsace-Lorraine, issue des maquis du sud, et le GMA, recruté dans les camps d'internement de Suisse, participèrent aux opérations de la 1^{re} Armée en 1944-1945 et s'y distinguèrent. De l'épreuve du feu, les mouvements de jeunesse étaient sortis renforcés.

Accueillie dans l'enthousiasme, la libération permit aux mouvements de reflourir immédiatement, mais cette résurrection n'allait pas sans poser des problèmes. Celui de l'encadrement d'abord. Les aînés qui s'étaient préparés à cette tâche dans la clandestinité n'étaient pas assez nombreux. D'autre part, pendant plus de quatre ans, l'Alsace avait été retranchée du reste de la France. Il fallait resserrer les liens de la province avec la mère patrie. Créée dès décembre 1944, Jeune Alsace s'employa à surmonter ces deux difficultés et coordonna le travail d'institutions tout aussi diverses qu'avant la guerre. L'État, soucieux d'assurer l'éducation populaire, était représenté par les services de la Jeunesse et des Sports qui veillaient à la qualité de ce qui était entrepris dans ce domaine. Ils considéraient les Maisons des Jeunes et de la Culture, ouvertes à tous les habitants d'une commune ou d'un quartier, comme des centres culturels locaux qui méritaient tout spécialement d'être soutenus. À juste titre, l'après-guerre jusqu'en 1960 passe pour avoir été l'âge d'or des mouvements de jeunesse. Les différentes obédiences scout rassemblaient à elles seules plus de 6 000 membres ; l'Avant-Garde du Rhin, où se retrouvaient toutes les sociétés de gymnastique catholiques, en comptait 15 000.

Dès la fin des années 50, des signes avertisseurs furent perçus. Entre la direction de certains mouvements et leur base l'entente n'était plus parfaite. La guerre d'Algérie en fournit la preuve. Au sein des Routiers Scouts de France et de la JEC les désaccords se manifestèrent clairement en 1957. Aux « progressistes » qui voulaient des changements profonds s'opposaient des « conservateurs » ; le scoutisme catholique se divisa. Les réformes accomplies à la suite du Concile de Vatican II devaient encore étendre la gamme des sujets de discorde après 1963. L'unanimité joyeuse de l'immédiat après-guerre ne survécut pas à ces tensions.

La crise ne tarda pas à s'aggraver. La société dans laquelle, depuis la fin du XIX^e siècle, les adultes s'efforçaient d'insérer la jeunesse changeait profondément et rapidement. Deux valeurs qui avaient tenu la première place dans l'éducation, la religion et la patrie, s'effritaient. Le cadre national semblait trop étroit à la jeunesse : il lui fallait l'Europe et même le monde. Elle aspirait au « tout loisir », nécessaire à l'épanouissement personnel ; il ne devait être ni limité, ni réglementé. L'animateur remplaça le chef, un animateur dont la qualification professionnelle justifiait le salaire. Le bénévolat avait fait son temps. Ce qui agitait sourdement la société occidentale la fit exploser soudainement en 1968. Cette révolution lui fit prendre conscience en quelques semaines du malaise qui la travaillait depuis plusieurs années. Les revendications proclamées en mai devinrent en fait, voire en droit, des règles de vie. Le règne de l'individualisme commençait et, ce qui était plus redoutable, les jeunes ne rêvaient plus d'être « grands », les adultes jouaient aux jeunes. Moderniser les institutions – et les scouts l'avaient fait hardiment –, à quoi bon ? C'était l'ordre social dans lequel les mouvements voulaient intégrer la jeunesse que la jeunesse refusait. L'effondrement des effectifs le prouvait impitoyablement. Fallait-il entonner le *Requiem* pour les institutions éducatives patiemment édifiées depuis près d'un siècle ? Elles ne disparurent pas toutes, ni complètement ; elles ont pour une part survécu, mais, dans la jeunesse, elles ne forment plus que des isolats.

Lorsque le lecteur referme le livre, ce qui le frappe, c'est la continuité des efforts accomplis par les aînés pour faciliter l'insertion des plus jeunes dans un ordre social. Et leur variété, car c'est un trait de ce travail persévérant d'avoir imaginé constamment de nouvelles formules. On comprend que l'auteur ait tenu à les connaître et à les faire connaître toutes, quitte à s'exposer au risque d'avoir mal étreint l'immense matière qu'il avait décidé d'embrasser. Il serait injuste d'alourdir ce compte-rendu en y faisant figurer la poignée d'erreurs légères que le recenseur y a dénichées. S'il n'est pas facile à lire, cet ouvrage n'en est pas moins une contribution de grande valeur à notre histoire. Qu'il me soit permis de dire que je n'ai pas lu et relu cette évocation de ce qui fut aussi mon passé sans éprouver une émotion où se mêlaient reconnaissance et nostalgie.

Francis Rapp

BISCHOFF (Georges) et PAGNOT (Yves), *Belfort (1307-2007). Sept siècles de courage et de liberté*, Éditions Coprur, 2007, 301 p.

C'est une bien jolie perle qu'ajoutent au collier des monographies urbaines d'Alsace Georges Bischoff et Yves Pagnot, joailliers reconnus de l'histoire régionale. L'antériorité de leurs recherches n'exclut pas la modernité de la forme de leur ouvrage. Précisons le propos. Il ne s'agit pas d'une monographie supplémentaire – il existe déjà, pour mémoire *Histoire de Belfort des origines à nos jours*, paru en 1985, par Yvette Baradel, Georges Bischoff, André Larger, Yves Pagnot, Michel Rilliot et 1648, *Belfort dans une Europe remodelée*, paru en 2000 – ou d'une étude échafaudée sur un canon universitaire tripartite et exhaustive dans son propos. Les deux compères-auteurs rompent joyeusement le schéma convenu. En vingt et un épisodes ou coups de projecteur, il secrètent, dans un style pétillant, des événements marquants, des anecdotes significatives, des transformations conséquentes de Belfort, survenus depuis la charte de franchise de mai 1307, l'acte de baptême de la ville.

Délaissions l'écrin de la forme pour rendre compte du bel orient du fond. Dans leur démonstration, Georges Bischoff et Yves Pagnot convoquent Aliate de Cheveney, Alix de Bade, la mère Bardot, Jeanne d'Arc, Vauban, Kléber, Louis Herbelin. Chacun de ses personnages vit et lutte dans un environnement décrit avec précision et imagination. Des documents de première main étayent le propos. L'histoire de Belfort, ainsi revisitée et vivifiée, ne répond peut-être pas aux règles traditionnelles. Mais qu'il est agréable de folâtrer sur de tels sentiers historiques.

Claude Muller